

Éditorial

La croissance amorce un redressement, ce qui est une bonne nouvelle. Néanmoins, certains pays sont toujours pris dans un cercle vicieux conjuguant faible augmentation de la productivité, atonie de la demande, stagnation des salaires et, très souvent, inégalités élevées ou en hausse. Au cours de la décennie qui a suivi la crise financière, l'OCDE s'est de plus en plus intéressée à la persistance des inégalités de croissance, de revenu et de richesse au sein des pays et au plan international, et a encouragé le passage d'une approche étroitement axée sur la croissance économique à une logique d'inclusivité. De fait, la prospérité économique et sociale future dépendra de notre capacité à faire en sorte que la croissance repose sur une large assise et ne laisse pas des pans entiers de la population sur le bord de la route.

La conception des systèmes fiscaux joue un rôle décisif pour soutenir l'activité économique et garantir une répartition plus équitable des fruits de la croissance. Les politiques fiscales permettent de mobiliser les recettes nécessaires pour financer les investissements publics et les programmes à l'appui de la croissance et de l'inclusivité. L'imposition progressive est au cœur de la redistribution des revenus et peut contribuer à résorber les inégalités de richesse. Les politiques fiscales influent sur le comportement des contribuables et leur incitation à travailler, consommer, épargner et investir, ce qui a des répercussions significatives à la fois sur l'activité et sur l'équité. Enfin, il est essentiel de maintenir l'intégrité de nos systèmes fiscaux pour convaincre nos concitoyens que l'ensemble des particuliers et des entreprises apportent leur contribution et que les lois fiscales s'appliquent à tous de façon juste, et ainsi préserver la confiance dans nos institutions et le soutien dont elles bénéficient.

Dans ce contexte, les économies de l'OCDE et leurs pays partenaires ont continué d'inscrire la croissance et l'inclusivité au cœur de leurs efforts de réforme fiscale au cours de l'année écoulée. Les réformes fiscales axées sur la croissance ont amélioré le climat d'investissement en allégeant la pression fiscale sur les entreprises et en réduisant les prélèvements sur le revenu des particuliers. Cette évolution est largement positive, car les impôts sur les bénéfices des sociétés et sur les revenus du travail, qui d'après des données empiriques sont les plus préjudiciables à la croissance, sont en diminution et ces efforts s'accompagnent d'un transfert progressif vers des impôts moins nuisibles pour l'activité économique, y compris la TVA, les droits d'accise, les impôts sur le patrimoine et les taxes environnementales. Les réformes visant à accroître l'inclusivité se sont attachées à abaisser les impôts sur le revenu des personnes physiques qui pèsent sur les salariés des tranches inférieure et intermédiaire et les familles ; dans certains pays, les pouvoirs publics se sont employés à transférer des entreprises vers les particuliers une partie de la charge fiscale sur les revenus du capital, avec des effets vraisemblablement positifs tant sur l'équité que sur la croissance. Les réformes fiscales qui contribuent à améliorer la progressivité et la redistribution joueront un rôle décisif pour atténuer les niveaux d'inégalités de revenu et de richesse actuellement élevés et pour combler le fossé qui sépare les bénéficiaires de la croissance et les laissés-pour-compte.

Les pays ont également beaucoup progressé vers la mise en œuvre des initiatives lancées par l'OCDE visant à faire en sorte que les entreprises et les particuliers paient leur juste part de l'impôt. Les efforts pour protéger la base de l'impôt sur les sociétés face aux pratiques d'évasion fiscale internationale se sont poursuivis, conformément aux engagements pris par les pays de mettre en œuvre les standards minimums et les recommandations adoptés dans le cadre du projet OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). Les progrès continus en matière d'échange de renseignements sur demande et la mise en place de l'échange automatique de renseignements marquent également un tournant décisif dans le domaine de la transparence fiscale. Enfin, d'importantes avancées ont été réalisées s'agissant de l'application de la TVA dans l'économie numérique, puisque les pays sont de plus en plus nombreux à aligner leurs règles fiscales en matière de fournitures internationales de services et de biens incorporels sur les Principes directeurs internationaux de l'OCDE pour la TVA/TPS.

Toutefois, certaines tendances récentes en matière de politique fiscale posent d'importantes questions qui méritent un examen attentif. L'intensification de la concurrence autour des taux de l'impôt sur les sociétés, après une période de relative stabilisation au cours des années qui ont suivi la crise, pose des défis aux gouvernements qui recherchent le juste équilibre entre le maintien d'un système fiscal compétitif et la mobilisation des recettes nécessaires pour financer des infrastructures, des services publics et des programmes sociaux essentiels. Dans le domaine de la fiscalité environnementale, le fait que les taxes sur les carburants aient de nouveau augmenté, alors que des combustibles utilisés dans d'autres secteurs qui ont des effets négatifs sur l'environnement et sur la santé restent faiblement taxés, pose également problème. En ce qui concerne la fiscalité du travail, malgré des baisses des impôts sur les revenus des personnes physiques, les cotisations de sécurité sociale demeurent élevées dans de nombreux pays, ce qui appelle des interventions supplémentaires pour alléger la charge fiscale globale sur les revenus du travail et accroître les incitations à travailler.

Les travaux actuels de suivi et de comparaison des réformes fiscales dans la durée et dans un large éventail de pays, membres de l'OCDE et partenaires clés, sont indispensables pour éclairer les débats et aider les pouvoirs publics à appréhender et à concevoir leurs réformes. Ils contribueront à faire en sorte qu'à l'avenir, les politiques fiscales jouent leur rôle d'appui à la croissance, à l'équité et à la durabilité environnementale.



Angel Gurría

Secrétaire général de l'OCDE